

# PROJET D'UN PARC EOLIEN A SAINT BARBANT HAUTE-VIENNE

---

( A l'attention de Messieurs les Commissaires enquêteurs )

## 1. OBSERVATIONS PRELIMINAIRES :

Au regard des conclusions des commissaires enquêteurs ayant étudié les dossiers des projets de parcs éoliens soumis aux enquêtes publiques auxquelles j'ai pu participer, j'observe que les avis favorables sont très largement majoritaires (voir pièce jointe).

En effet, sur les 11 dossiers pour lesquels des avis ont été formulés, 9 ont été déclarés recevables dont quelques uns l'ont été avec « réserves » ou « recommandations » ce qui, aux yeux de la loi, ne veut pas dire grand' chose.

Deux dossiers seulement ont reçu un avis défavorable : Brigueil le Chantre et Bussière Poitevine, communes qui, soit dit en passant, s'inscrivent toutes deux dans une logique de proximité immédiate : il eut été surprenant en effet que l'on accorda d'un côté ce qu'on eut refusé de l'autre !

Enfin un autre dossier, celui de Vigoux n'a reçu avis favorable que pour deux des machines sur les quatre projetées.

Ces onze projets sont tous situés dans un environnement pouvant s'inscrire en gros dans un carré de 40 km de côté.

A examiner le territoire ainsi délimité, on comprend sans peine que les caractéristiques paysagères et celles du patrimoine bâti, les problématiques liées à la dispersion de l'habitat, les spécificités de la faune et de la flore ainsi que les motivations des nouveaux habitants et des nombreux touristes y sont quasiment partout les mêmes.

Quand on connaît ce pays qu'est la Basse Marche, pour l'avoir parcouru de nombreuses fois et en avoir apprécié le charme, la tranquillité et l'authenticité, on reste confondu devant la prolifération des projets éoliens portés par des affairistes sans états d'âme.

On reste tout autant confondu, par l'argumentaire des commissaires enquêteurs ayant donné un avis favorable.

A ce propos on remarquera que tous se dédouanent ou presque en arguant des impératifs d'une politique nationale en faveur du développement éolien. Il ne s'agit donc pas d'impératifs « économiques » mais « politiques » ; on voit par là sur quel plan se situe le débat...

A la lecture des arguments de première ligne avancés dans les rapports des commissaires enquêteurs on a le sentiment que le dossier est déjà plié puisqu'il s'agit ni plus ni moins que :

- de respecter les objectifs fixés par le Schéma Régional Eolien (qui n'existe plus) ;
- d'atteindre 23% de renouvelable d'ici 2020 tel que le stipule la loi dite de transition énergétique;
- de prendre en compte les résultats des analyses des mâts de mesure prouvant qu'il s'agit d'une zone porteuse ;
- de prendre en compte l'accord des propriétaires fonciers et leur approbation des conditions de démantèlement et de remise en état.

Tout le reste étant - à partir de ces prémisses qui d'entrée annoncent la couleur - relégué au second plan.

Or ce « reste » n'est pas rien puisqu'il s'agit de tous les éléments militant en faveur d'un territoire resté jusqu'alors à l'abri de toutes nuisances majeures. Et c'est bien ce que démontrent les gros dossiers des bureaux d'études quand on prend la peine de les lire.

Mais ne nous y trompons pas, à les lire entre les lignes, on voit que ces gros dossiers ne sont rien d'autre que des dossiers à charge, ce qui semble paradoxal mais ne l'est pas quand on a compris que leur épaisseur est avant tout attachée à l'impression qu'ils doivent laisser au lecteur (et surtout à ceux qui ne les auront pas lus !) d'une étude exhaustive, sérieuse et irréprochable où tout, absolument tout, aura été pris en compte...

En vertu de quoi - et les synthèses des chapitres et les tableaux récapitulatifs sont là pour démontrer que les impacts et autres méfaits de voisinage sont quasi nuls ou modérés - on nous annonce qu'on peut y aller et passer sans risques, allègrement et si possible dans les meilleurs délais, à la phase de réalisation.

Il m'est arrivé - et je ne suis pas le seul - à relever dans ces dossiers quelques approximations, des erreurs parfois grosses, et de nombreux « copiés-collés ». Je l'ai quelquefois signalé ; je ne le fais plus à présent et pour deux raisons :

- ne pas donner l'occasion au maître d'ouvrage de corriger sa copie ;
- ne pas perdre de temps pour rien car jamais, à preuve du contraire, on a vu un dossier neutralisé par ce genre de tir de barrage.

La question qu'on peut légitimement se poser et je me la pose toujours est la suivante : faut-il se déplacer pour une enquête publique et pour quel résultat ? Et que doit on mettre sur le registre ?

Commençons par la seconde interrogation.

Qu'on écrive tout simplement : « Je n'en veux pas » ou quelque chose de similaire, ou qu'on laisse au commissaire enquêteur un dossier qu'on aura préparé, dûment étayé d'arguments imparables, ou encore qu'on écrive des pages sur le registre revient à peu près du pareil au même. Cela donne tout simplement un peu plus de travail au commissaire enquêteur qui se doit de faire la synthèse de ce qu'il aura reçu, voilà tout.

Les visiteurs sont comptabilisés et seul leur nombre (à la condition qu'ils soient opposés au projet) peut être de nature à peser dans la balance.

Quant à la première interrogation, il est évident, à consulter les chiffres que les gens se déplacent peu ou pas. En deux mots : « Ça les intéresse pas » ou « Ça sert à rien », combien de fois l'ai-je entendu cette antienne ! Faut-il ajouter que

la population locale (majoritairement composée de personnes âgées) ne se déplace pas, qu'elle a fait son temps et que, comme elle le dit familièrement : « Après moi le déluge » ?

Les promoteurs s'en frottent les mains !

Alors l'enquête publique elle aussi, tout comme les susdits « gros dossiers » ne serait-elle qu'un prétexte à « faire avaler la pilule » ? On peut légitimement se le demander.

Qui s'intéresse aux éoliennes industrielles géantes dans nos campagnes sinon les nouveaux venus ? les amoureux de la nature en général ou du patrimoine architectural en particulier ? les avertis, connaissant bien le sujet et sachant à quoi s'en tenir sur la question ? Bref, tous ceux auxquels il reste un minimum de bon sens et de conscience pour savoir qu'on les abuse de faux prétextes qui n'en cachent qu'un seul : celui de faire du fric et toujours plus si possible, au détriment de la nature qui n'en est pas à un pillage près et de la collectivité tout entière qui a l'habitude d'avalier les couleuvres.

Qui ne dit mot consent, n'est-ce pas ? Autrement dit : qui ne vient pas porter la contradiction lors des présentations des promoteurs ou des réunions municipales quand il y en a (elles sont rares !) et qui ne vient pas aux enquêtes publiques est considéré comme étant favorable.

Les réunions municipales sont rares d'abord parce que la plupart des élus connaissent mal voir pour certains pas du tout (j'ai pu le vérifier) le sujet éolien. Ensuite parce qu'ils sont frileux et redoutent l'intrusion de mécontents susceptibles de jeter le doute dans leur assemblée. Enfin parce que l'omerta jetée sur la question ne les incite guère à la transparence et à l'information tant il est des sujets qui sentent le soufre.

Il s'agit donc, on l'aura compris, d'une question épineuse. Et pourquoi l'est-elle ? Parce qu'il y a l'argent derrière (eh oui, toujours lui et plus que jamais !) et qu'il y a des intérêts locaux en jeu avec des compromissions souvent attachées et des passes droit.

On ne répétera jamais assez que ce sont les subventions qui font tourner les éoliennes, pas le vent.

Pour terminer cette introduction longue mais nécessaire, j'ajoute que j'omettrai volontairement de détailler ici tout ce qu'est censé savoir - à défaut de pouvoir raisonnablement traiter la question - un commissaire enquêteur volontaire pour aborder ce genre de dossier.

Ce qu'il ne peut pas ignorer c'est :

- que les aérogénérateurs ne sont pas une solution écologique ;
- qu'ils ne sont pas une solution économique ;
- qu'ils impactent très fortement les paysages ;
- qu'ils contribuent à la paupérisation de la majorité des citoyens ;
- qu'ils sont une pomme de discorde accentuant la fracture sociale ;
- qu'ils satisfont les intérêts de quelques-uns au détriment de tous
- qu'ils ne régleront jamais la question nucléaire ;
- qu'ils bloquent la recherche dans d'autres directions ;
- que les pays qui en ont déjà fait à leurs dépens l'expérience malheureuse les abandonnent.

J'attends qu'on me démontre le contraire sur un seul de ces points.

Dans le tableau annexé, vous trouverez matière à vous interroger sur certains aspects vous ayant peut-être échappés.

Je sais bien, pour l'avoir entendu de leur bouche, qu'il se trouve encore des commissaires enquêteurs qui n'apprécient pas qu'on évoque les « généralités » touchant le sujet qui fâche. C'est dommage, car sans ces généralités là on ne comprend rien à l'acharnement que l'on met localement à nous imposer ces machines que tout le monde, comme la gale, veut chez les autres mais pas chez soi.

Les mêmes commissaires enquêteurs m'ont fait observer, à la faveur de mes visites d'un ton qui en disait long : « Vous n'êtes pas de la commune ? », comme si, d'être de la commune ou d'en être voisin, d'être du même département ou du même pays, changeait quoi que ce soit à l'affaire !

## 2. DE SAINT BARBANT EN PARTICULIER :

La commune de Saint Barbant, comme celles limitrophes de Saint Bonnet de Bellac et Saint Martial sur Issop, sans compter la commune d'Adriers du département voisin, risque de subir le même fléau dont les élus poitevins ne veulent plus ; il leur suffit d'en avoir fait l'expérience !

Il existe à Saint Barbant une forte opposition citoyenne dont l'enquête publique devra tenir compte. Cette opposition, qui relève d'une prise de conscience déjà ancienne du phénomène, est partagée par un nombre toujours croissant d'habitants des marches poitevines limousines et berrichonnes. Comme la neige qu'on fait rouler en boule, elle gonfle. Des pétitions ont circulé qui ont reçu beaucoup de signatures.

Les quatre aérogénérateurs de 180m de hauteur qu'on s'acharne à vouloir planter ici seront visibles de fort loin, l'usager de la N147 les aura sur sa droite en direction du sud brisant la perception familière qu'il avait jusqu'alors du paysage.

Les habitants des écarts et domaines du voisinage et de plus loin les auront en permanence sous les yeux de jour comme de nuit puisqu'ils verront clignoter leurs lumières rouges. Ils les entendront mugir, pour peu qu'ils soient sous le vent, là encore de jour comme de nuit. Sans le sentir, ils subiront la pernicieuse malfaisance des infrasons comme la subiront aussi les animaux dans un large rayon. (<http://www.ufcquechoisir-rambouillet.org/infrasons-eolien.html>)

L'avifaune, dont la richesse a été démontrée par les études spécialisées en subira les conséquences : beaucoup d'oiseaux et un nombre toujours sous estimé de chiroptères seront tués. Le bocage propice aux nidifications, abri de nombreuses espèces, à la place de refuge deviendra piège à cause de l'intrusion de ces mécaniques mortifères.

Alors, cette terre demeurée jusque là à l'écart de ce type de pollution perdra, comme toutes celles qui ont à la subir aujourd'hui, une grande partie de son charme et conséquemment de son attrait culturel si jamais elle ne peut y

échapper. A quoi s'ajouteront les dommages collatéraux qu'auront à subir ses habitants et qui ne sont pas rien !

Qu'on imagine deux secondes les souffrances morales de ceux qui avaient élu ce pays pour s'y fixer, restaurer un patrimoine, développer une activité d'agriculture diversifiée ou de tourisme.

Quelle indemnité leur accordera-t-on lorsqu'ils se verront devant l'obligation de vendre leur bien et qu'ils le vendront à perte ? Quel patrimoine transmettront-ils à leurs enfants si à 1000m à vol d'oiseau de leur domaine jusqu'alors préservé, ils ont le spectacle d'un parc éolien ?

Posez- vous deux secondes la question : « Si j'étais à leur place, comment prendrais-je la chose » ? Je voudrais bien savoir moi, si les élus favorables à cette imposture se la sont posée cette question !

La carte de sensibilité des hameaux de l'aire d'étude rapprochée montre qu'une dizaine d'entre eux seront sous incidence notoire, le hameau le plus fortement impacté étant « Chez Gabillaud » et le château de Frédière, quoique plus éloigné, sera pris entre deux feux : ce qu'il voit déjà derrière son parc (aérogénérateurs d'Adriers) et ce qu'il verra devant en direction de l'est (aérogénérateurs projetés).

Quant au nombre d'éoliennes pour le moment programmé, il ne dupera aucun esprit averti : ces quatre là, si par malheur elles sont autorisées, ne nous y trompons pas, en appelleront d'autres !

### 3. CONCLUSION :

Pas moins de cinq enquêtes publiques ont lieu le même mois dans ce même secteur, on voudrait décourager les contestataires qu'on ne s'y prendrait pas mieux :

- Saint Barbant (du 17/09 au 17/10)
- Droux - Magnac Laval (du 25/09 au 24/10)
- Magnac- Laval (du 08/10 au 09/11)
- Val d'Issoire (01/10 au 31/10)
- Liglet (09/10 au 09/11).

Je remettrai donc aux cinq bureaux cette même note en adaptant chaque fois le second chapitre à la commune concernée.

Je demande aux commissaires enquêteurs de bien peser, en la matière, leur responsabilité vis à vis des riverains des projets et de la nature en général.

La semaine dernière, à la faveur des journées du patrimoine, je me suis rendu au Dorat. Sur le parvis de la collégiale une exposition faisait état des travaux à engager rapidement pour sauver de la dégradation ce joyau de l'art roman. La somme se montant à un peu plus d'un million d'euros, je n'ai pu m'empêcher de penser que le tiers du montant d'une seule éolienne industrielle suffirait à la payer...

Qu'on réfléchisse deux secondes à l'utilisation de l'argent public en un temps où il fait tellement défaut et aux programmations vampiriques qui le ponctionnent sous des prétextes fallacieux qui ne servent que ceux qui ont intérêt à les mettre en avant.

Il semble hélas que le contribuable ne l'ait pas encore compris ou s'il l'a compris, qu'il baisse les bras. Cela s'appelle la résignation à quoi s'ajoute la culpabilisation habilement orchestrée par matraquage médiatique permanent de l'opinion. Les éoliennes industrielles en sont un moyen parmi d'autres : ou on les accepte et on contribue au sauvetage de la planète, ou on les rejette et on travaille à sa ruine. C'est réducteur et c'est efficace pour les promoteurs qui exploitent à fond ce cliché en trompe l'œil quand ils démarchent les élus et les bailleurs. Il suffit d'écouter leur propagande pour savoir à quoi s'en tenir, encore faut-il avoir gardé intacte sa faculté de discernement !

Ceux qui l'ont perdue, hélas, ne sauraient faire mentir la sentence pythagoricienne: « Les hommes légers sont comme les vases vides, on les prend facilement par les oreilles » ; les promoteurs l'ont compris qui ne s'en privent pas.

Le 27 septembre 2018

Georges MAGNE  
27 rue des Fleurs, 87160 Arnac-la-Poste